

Questions orales

[Français]

LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

LES COUPURES BUDGÉTAIRES

M. Ian Waddell (Port Moody—Coquitlam): Le gouvernement a dit dans le discours du Trône qu'il ne réduirait en rien ses dépenses culturelles. Or, nous voyons aujourd'hui une réduction considérable au budget de Radio-Canada. C'est tout à fait inacceptable.

[Traduction]

C'est une réduction de 140 millions de dollars sur quatre ans pour la Société Radio-Canada va marquer la fin de la programmation régionale et l'impossibilité d'atteindre les objectifs de contenu canadien à la télévision. Voilà le programme des conservateurs: la privatisation et commercialisation de fait de Radio-Canada. C'est l'américanisation de la culture canadienne.

J'invite les membres de la communauté culturelle canadienne et tous les amis de Radio-Canada à prendre la parole pour bien faire savoir au ministre des Communications qu'ils en ont ras le bol et qu'ils n'accepteront plus de telles réductions.

* * *

LE BUDGET

ON APPUIE LE MINISTRE DES FINANCES

M. Ken Hughes (Macleod): Monsieur le Président, les habitants de Macleod, ma circonscription, me disent que le ministre des Finances (M. Wilson) est le meilleur ministre des finances que le pays ait jamais eu.

Des voix: Bravo!

M. Hughes: Il a le cran et la détermination nécessaires pour s'attaquer au plus gros problème de notre pays, soit le déficit et la dette nationale, legs du chef de l'opposition (M. Turner).

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LE BUDGET

LES RÉPERCUSSIONS SUR LES PRESTATIONS SOCIALES

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Permettez-moi de citer un extrait d'un discours électoral que le premier ministre a prononcé le 15 octobre dernier devant des personnes âgées de Summerside, à l'Île-du-Prince-Édouard. Le premier ministre sait où se trouve Summerside, puisque c'est la communauté de l'Î.P.-É. qu'il tente de détruire en fermant la base des Forces canadiennes.

Le premier ministre a donc déclaré aux personnes âgées qui étaient allées entendre son discours: «Tant que je serai premier ministre du Canada, notre gouvernement augmentera les prestations sociales, spécialement celles versées aux personnes âgées, et ne les diminuera pas.»

Tant qu'il sera premier ministre du Canada, a-t-il dit. Comment peut-il alors concilier les promesses qu'il a faites à la population de Summerside avec les réductions annoncées au chapitre des prestations sociales, y compris les pensions de vieillesse, les allocations familiales, les subventions pour les soins de santé, l'éducation, l'assurance-chômage et le développement régional? Toutes ces réductions ont été annoncées dans le budget. Le premier ministre ne serait-il pas coupable de fraude électorale? N'est-ce pas une raison de plus pour se débarrasser et du ministre des Finances et du budget?

• (1120)

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, lorsque mon très honorable collègue aura fini de lire le budget qu'il a refusé d'entendre hier, il verra que les dépenses au chapitre des programmes sociaux, y compris les dépenses pour les personnes âgées, augmenteront en 1989 par rapport à 1988 et augmenteront de nouveau en 1990 comparativement aux années précédentes. Toutes les dépenses sociales au Canada afficheront une hausse, ce qui est conforme aux déclarations que j'ai faites.

M. Turner (Vancouver Quadra): On ne peut accorder aucune crédibilité à cette déclaration, pas plus qu'aux promesses qu'il a faites pendant la campagne électorale.

[Français]

LES PROMESSES ÉLECTORALES—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au ministre des Finances. Au cours du débat télévisé en français de la dernière campagne électorale, son chef, le premier ministre du Canada, a déclaré, et je cite: «Il n'y a absolument rien qui va empêcher le gouvernement du Canada de maintenir tous ses programmes sociaux et tous ses programmes d'expansion économique régionale, mais strictement rien! Nous allons maintenir absolument et intégralement tous nos programmes sociaux. Il n'y a rien dans l'Accord du libre-échange qui s'y oppose.»

Lorsque j'ai mis en doute ces informations, ces faits donnés par le premier ministre, le ministre des Finances m'a traité de menteur. Je constate aujourd'hui qu'il y a dans le Budget, comme conséquence de l'Accord commercial, des coupures dans le développement régional et dans l'assurance-chômage. Je pose donc la question au ministre des Finances: Qui donc a menti aux Canadiens?